

pour l'UDB, la Bretagne doit obtenir un statut particulier



Conseil régional de Bretagne

Groupe des élus de
l'Union démocratique bretonne
du Conseil régional de Bretagne

**L'UDB,
la Bretagne
au cœur
et le cœur
à gauche**

Le Conseil Régional de la Bretagne administrative a, sous l'impulsion des élus régionaux de l'UDB, adressé au gouvernement une contribution sur la décentralisation, dans laquelle il dit avec force son attente d'une vraie régionalisation et se porte candidat à l'expérimentation.

Le gouvernement est prêt à faire de Lyon Métropole une "collectivité territoriale à statut particulier". L'UDB demande donc un statut particulier pour la Bretagne réunifiée, qui expérimente la capacité d'une région à conduire un développement durable et équilibré entre trois grandes villes et un tissu de villes moyennes... entre proximité et innovation.

La Bretagne a toujours été forte quand elle a construit des contre-modèles... Les élus bretons doivent renouer avec cette tradition d'innovation et de rassemblement.

j'adhère

Nom / Prénom :

Adresse :

Tél :

mail :

>>> retourner à : UDB, 9 rue Pinot Duclos, 22000 St Brieuc

>>> 02 96 61 48 63 - udbcontact@udb-bzh.net >>> pour en savoir plus



décentralisation ... l'acte manqué du gouvernement !

2012

Les engagements du candidat
François Hollande :

«La décentralisation sera la mère des réformes...

Il faut accepter notre diversité territoriale. Les régions doivent pouvoir disposer d'un pouvoir réglementaire leur permettant d'adapter la loi nationale aux réalités du territoire... c'est la République qui sait ce qui nous rassemble, qui est capable de laisser une large place aux libertés locales, à la diversité, aux expérimentations, qui fait confiance aux territoires et qui fait aussi prévaloir la solidarité».

Discours de Dijon, mars 2012.

2013

Les renoncements du gouvernement de
Jean-Marc Ayrault :

«L'innovation, c'est la création des Métropoles... La France a besoin d'une grande métropole mondiale à Paris...».

Déclaration suite au conseil des ministres du 10 avril 2013. Ce même conseil a décidé de l'organisation du débat parlementaire sur la décentralisation et la réforme des institutions en trois tranches.

**Le débat sur le rôle des
régions est éclaté entre les
3 projets de loi**



Union Démocratique Bretonne Unvaniezh Demokratel Breizh

pour l'UDB, pas de vision globale = pas d'avenir !



L'UDB, 10 propositions pour réussir la décentralisation et vivifier la démocratie

La décision du gouvernement de saucissonner le débat sur la décentralisation est une aberration > La démocratie ne peut se penser que globalement.

La recherche de l'efficacité des politiques publiques et la clarification des compétences ne sont pas au rendez-vous > Les projets de loi sont des textes « fourre tout » et trop technocratiques. En guise de simplification, on ajoute une strate, les métropoles.

La création du statut de métropole sonne le glas de l'aménagement du territoire > Quelques grandes agglomérations (Nantes sûrement, Rennes peut-être, Brest non) auront un statut de métropole et Paris, Lyon et Marseille des statuts particuliers. La conséquence sera le renforcement de l'attractivité des grandes agglomérations, les plus riches, alors que les inégalités territoriales ne cessent de progresser.

La régionalisation est oubliée > Le rôle stratégique que François Hollande avait annoncé pour les régions n'est pas présent. La France, riche de sa diversité, reste étouffée par le centralisme de la Vème république.

Le millefeuille tant décrié demeure > Le département se trouve conforté, l'intercommunalité est un peu renforcée, la commune et la notion de pays, chère aux Bretons, sont dans le flou !

La nécessaire réforme de la fiscalité locale n'est pas évoquée > Les collectivités locales qui assurent plus de 70% des investissements publics sont au régime sec du fait de la baisse des dotations d'Etat. De plus, la chute de l'autonomie fiscale des régions (de 50% en 2004 à 12% depuis 2010) affaiblit leur capacité de soutien aux projets des territoires.

1 En finir avec la « monarchie centralisée » de la Vème république, en recentrant l'Etat sur ses compétences dites régaliennes et en restaurant le pouvoir du Parlement.

2 Régionaliser la république, à l'instar de l'Allemagne où le fédéralisme et l'autonomie régionale permettent un développement équilibré des territoires.

3 Réunifier la Bretagne. Parce que la Loire-Atlantique est bretonne et que l'identité d'une région fait sa force et sa cohésion, nous proposons un redécoupage de l'Ouest de la France avec 4 régions fortes au lieu de 6 régions faibles.

4 Reconnaître la diversité des territoires. Parce que chaque territoire est différent, les régions doivent disposer de la capacité à adapter certaines normes ou lois. L'égalité, ce n'est pas appliquer les mêmes recettes à des situations différentes.

5 Simplifier le millefeuille administratif, en supprimant le Conseil général et en répartissant ses compétences entre la région et les intercommunalités organisées à l'échelle des pays.

6 Clarifier les relations entre communes et intercommunalités, pour conjuguer démocratie de proximité et mutualisation des moyens.

7 Donner une réelle autonomie fiscale et financière aux collectivités locales, parce que les politiques publiques nécessitent des budgets et de la visibilité sur le long terme.

8 Renforcer la péréquation au profit des territoires les plus pauvres, parce que sans solidarité entre les territoires il ne peut y avoir de justice sociale.

9 Limiter le cumul des mandats, instaurer la parité à toutes les élections et un statut de l'élu... parce que dans une démocratie active le pouvoir ne peut être confisqué au profit de quelques-uns.

10 Mettre en place des contrôles indépendants, parce que la transparence politique est une nécessité et un devoir envers les citoyens.